

## Les capacités de l'Europe sont-elles limitées?

*de Sascha Finger, Swiss Network of Young Migration Scholars*

Si l'on suit les débats publics actuels concernant l'asile, il est fréquent d'entendre que l'Europe atteint la limite de ses capacités avec la hausse du nombre de demandes d'asile. Un aperçu des récents développements démographiques réfute cette crainte.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, [507,4 millions de personnes vivaient dans l'UE des 28, parmi lesquelles 3,4% \(19,6 mio.\) de ressortissant-e-s d'Etats tiers](#). La part de la population étrangère varie fortement d'un Etat européen à l'autre, atteignant par exemple 2,7% en Pologne et 32,2% au Luxembourg. Aux Pays-Bas, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, la population étrangère atteint environ 11% (inclus les ressortissant-e-s des Etats européens). La durée du processus de naturalisation est l'un des facteurs déterminants pour ces chiffres : au Canada par exemple, la durée de la procédure est inférieure à un tiers de la durée en Suisse, pour une proportion d'étrangers comparable. Au Koweït (60%) ou au Qatar (73%), la société s'appuie majoritairement sur la population étrangère, sans prévoir aucune procédure de naturalisation.

A côté de l'ouverture politique et sociale, d'autres facteurs conditionnent la capacité d'accueil donnée, tels que les performances économiques, la pression démographique ou le développement démographique d'une commune.

Les Etats de l'UE des 28 et la Suisse enregistrent une croissance économique positive en comparaison à la situation de 2003 et ce malgré les diverses crises financières et économiques. Certains de ces Etats peuvent par conséquent s'autoriser des dépenses supplémentaires dans le domaine social, comme l'a [récemment confirmé le ministre des finances allemand](#).

Si l'on observe la pression démographique, l'UE compte [116 habitant-e-s au kilomètre carré \(h/km<sup>2</sup>\)](#), avec d'importants écarts d'un Etat à l'autre. Cela ressort clairement des [statistiques de la Banque mondiale](#). Alors que Malte (1336), les Pays-Bas (501), la Grande-Bretagne (267) ou l'Allemagne qui compte 232 h/km<sup>2</sup> connaissent les plus importantes densités de population en Europe, la Grèce, la Lituanie ou la Suède se trouvent bien en-dessous de cette moyenne. Avec 207 h/km<sup>2</sup>, la Suisse se trouve certes au-dessus de la moyenne européenne ; en comparaison internationale, la Suisse et les Etats européennes connaissent cependant des densités de population relativement basses. Singapour avec 7700 h/km<sup>2</sup> et Hong Kong (6880) représentent à ce titre des cas extrêmes. Mais d'autres pays tels que le Bangladesh (>1200), la Corée (517), le Liban (444), l'Inde (436) ou le Burundi (421) ont également des densités de population plus élevées.

De plus, le développement démographique de l'UE laisse paraître une autre image que celle de la surpopulation. A la différence de 1960, lorsque les naissances dépassaient les décès, [les taux de natalité et de mortalité s'approchent aujourd'hui au même niveau](#). Cela ne résulte pas d'une hausse de la mortalité, mais plutôt d'une baisse de la natalité. En Allemagne, en Italie ou en Roumanie, ce rapport est même négatif. Cela s'explique entre autres par les politiques familiales en place, mais également par les inégalités entre hommes et femmes (notamment en lien avec la garde des enfants ou les revenus). Le taux de fécondité par femme en Europe était de 1.55 au cours des 10 dernières années ([en Suisse 1,54](#)) et se trouve de ce fait significativement en-dessous du taux nécessaire à la préservation de la société (2,1). Seuls la France (1,99) et l'Irlande (1,96) s'en approchent. Le recul de la population conduit à une dégradation des structures sociales et techniques, comme cela s'est produit par exemple dans [la ville de Hoyerswerda](#) (en Allemagne de l'est). Dans ce cas, la population a passé de 70'000 à 24'000 habitants entre 1980 et 2014.

Si l'Europe souhaite maintenir sa population à son niveau actuel, il est indiqué de poursuivre l'immigration. Il n'existe pas d'invasion étrangère en Europe, mais bien un fossé entre la réalité et le discours sur la migration.